

En juin et juillet, le conflit s'intensifiant à Sarajevo et dans d'autres secteurs de la Bosnie-Herzégovine, les efforts de la CE pour trouver une solution politique se révélèrent vains. Parallèlement, la crise des réfugiés ne cessait de s'aggraver. À la mi-juillet, les autorités autrichiennes estimaient à 2,1 millions le nombre des personnes déracinées de Croatie et de Bosnie-Herzégovine l'année précédente. Environ 1,7 million d'entre elles avaient trouvé refuge dans différentes régions de l'ancienne Yougoslavie, tandis qu'en Europe, l'Allemagne accueillait 200 000 réfugiés, et la Suède, l'Autriche, la Suisse et la Hongrie, quelque 200 000 autres à elles quatre.

Aux Nations Unies, le 30 mai 1992, le Conseil de sécurité imposait des sanctions impératives contre la Serbie et le Monténégro, demandait à tous les États d'interdire le commerce, les transports aériens et les échanges culturels, scientifiques et sportifs avec ces deux Républiques, et accusait le gouvernement de Belgrade de ne pas avoir pris de véritables mesures pour mettre un terme aux affrontements en Bosnie-Herzégovine, pour démanteler les forces irrégulières qui s'y battaient, et pour coopérer avec la CE dans la recherche d'un règlement politique. Cependant, les observateurs bien informés pensaient que les sanctions seraient difficiles à appliquer. C'est ce qui s'avéra en juin et juillet, à mesure que l'on relevait des violations à grande échelle, notamment par le biais de camions supposés traverser seulement la Serbie.

Après un cessez-le-feu conclu le 5 juin avec la médiation de l'ONU, le Conseil de sécurité vota, le 8 juin, l'extension du mandat de la FORPRONU, qui serait aussi chargée de la sécurité de l'aéroport de Sarajevo, afin de rouvrir celui-ci aux vols humanitaires, ce, à condition que le cessez-le-feu soit respecté. Comme tous les précédents, il fut presque aussitôt violé, mais cela n'empêcha pas le Secrétaire général de faire déployer la FORPRONU sur l'aéroport de la capitale bosniaque. Des soldats canadiens jusque-là déployés en Croatie furent les premiers à y arriver. Pendant le restant du mois de juin et en juillet, malgré de nombreuses attaques contre l'aéroport et, parfois, contre des appareils sur le point d'atterrir, la force de l'ONU put garantir aux habitants de la capitale et d'autres civils un approvisionnement régulier, quoique modeste.

À la fin juillet 1992, les combats ne semblaient toujours pas devoir s'arrêter. Ni le sommet du G-7, au début du même mois, ni les diverses réunions du Conseil de l'OTAN ne permirent de s'entendre sur une intervention de grande envergure pour mettre un terme aux affrontements ethniques en Bosnie-Herzégovine. Alors que la «purification ethnique» se poursuivait, ni la CE ni les États-Unis ne paraissaient capables de rassembler la volonté politique nécessaire pour organiser une intervention d'une ampleur suffisante pour